

Commune de Lognes  
Arrondissement de Torcy  
Département de Seine et Marne

## ARRÊTÉ MUNICIPAL

### Délégation de pouvoir et de signature du dimanche 14 au samedi 20 avril 2024 inclus

**Le Maire de la Commune de Lognes,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2122-17 ;

**Considérant** qu'en cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le Maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'adjoint, par un Conseiller Municipal désigné par le Conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau ;

**Considérant** mes absences du dimanche 14 au samedi 20 avril 2024 inclus.

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

En vertu de l'article L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, reçoivent délégation de pouvoir et de signature, dans la plénitude des fonctions du Maire :

- Du dimanche 14 au samedi 20 avril 2024 inclus :
  - Madame Catherine TOSTAIN, 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire,
  - En son absence, Monsieur Francis MASANET, 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire.

### ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés de la Commune et ampliation sera adressée à :

- Madame Catherine TOSTAIN, 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire,
- Monsieur Francis MASANET, 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Préfet de Seine et Marne,
- Madame le Procureur de la République,
- Monsieur le Comptable Public.

Qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

### Pour extrait conforme au registre des arrêtés

Acte déposé à la Préfecture de Seine et Marne, le

Notifié le

Date d'affichage

### Acte rendu exécutoire

(Article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Fait à Lognes, le

Le Maire, Nicolas DELAUNAY

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification (R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative).*